



**Wallonie  
territoire  
SPW**

Département de l'Aménagement du territoire  
et de l'Urbanisme

**Direction extérieure Hainaut II**

rue de l'Ecluse 22

B-6000 CHARLEROI

Tél. : +32 (0)71 654 880

Fax : +32 (0)71 654 977

**Voire contact : Valérie PECRIAUX**

Tél. : +32(0)71 654 989

valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

REÇU LE 18 AVR. 2018

BSCA (Brussels South Charleroi Airport) SA  
c/o Lambrechts Patrick  
rue des Frères Wright 8  
6041 Gosselies

Charleroi, le

16 AVR. 2019

Nos réf.: F0414/52011/UFD/2017/65//2011915

**OBJET : Demande de permis d'urbanisme – Décision du Fonctionnaire délégué.**

**Commune :** CHARLEROI

**Projet :** Placement d'un dispositif publicitaire de 8m<sup>2</sup> déroulant et éclairé de l'intérieur sur pied.

**Adresse du bien :** Domaine aéroport / Sortie parking à 6041 Gosselies

**Demandeur :** BSCA (Brussels South Charleroi Airport) SA

Monsieur,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

**Le Fonctionnaire délégué,**

**Raphaël STOKIS**  
Directeur





# Wallonie

## OCTROI DU PERMIS D'URBANISME PAR LE FONCTIONNAIRE DELEGUE

Nos références : F0414/52011/UFD/2017/65//**2011915**

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code) ;

Vu le livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Considérant que la S.A. B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) a introduit une demande de permis d'urbanisme, relative à un bien sis Domaine aéroport / Sortie parking à 6041 GOSSELIES non cadastré et ayant pour objet le placement d'un dispositif publicitaire de 8m<sup>2</sup> déroulant et éclairé de l'intérieur sur pied ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 07/12/2017 ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre de reconnaissance économique ; que selon le prescrit de l'article D.IV.22, 6° du CoDT, le fonctionnaire délégué est autorisé compétente ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.68, § 1<sup>er</sup> du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis ne comprend pas une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement qu'il y a lieu de se rallier à cette analyse ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique (Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique : "Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans une zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre SCD\_schéma directeur GOSSELIES, statut : adoption définitive (arrêté du 17/11/1987) ;

Considérant que la demande s'écarte du contenu à valeur indicative d'un guide pour le motif suivant : écart à l'article 439 du GRU ;

Considérant que la demande est soumise conformément à l'article D.IV.40, alinéa 3 à une annonce de projet ; que l'annonce de projet a eu lieu conformément aux articles D.VIII.6 et suivants du Code ; qu'elle a été réalisée du 22/12/2017 au 22/01/2018 et n'a donné lieu à aucune réclamation et aucune observation ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 07/12/2017 et transmis en date du 27/12/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

*"Pour tout usage d'une grue ou de tout autre matériel de levage supérieure à 11 m AGL, le constructeur et tenu d'en faire la demande dans un délai de 2 mois avant le début des travaux au service Urbanisme de Belgocontrol (Tervusesteenweg 303 à 1820 STEENOKKERZEEL)"*

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 07/12/2017 et transmis en date du 19/12/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

*"Si une grue est érigée lors du chantier, veuillez prendre contact avec l'inspection aéroportuaire (071/251 212) au moins une semaine à l'avance vu la proximité de l'aéroport. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage"*

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 07/12/2017 et transmis en date du 10/01/2018 est favorable ;

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 07/12/2017 est réputé favorable par défaut ;

Considérant que le projet consiste au placement d'un dispositif publicitaire de 8m² déroulant et éclairé de l'intérieur sur un pied décalé en acier traité avec embrasse fixé au sol d'une hauteur de 3 m ; que cette enseigne présente une longueur de 3.48 m, une hauteur de 2.65 m ; que le caisson d'affichage est équipé de 18 tubes fluorescents et d'un platine électrique qu'il présente une puissance maximale d'éclairage de 810 W ; qu'il est constitué de 2 ouvrants, et d'un cadre principal ;

Considérant que l'article D.II.32 du Code précité stipule que « La zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est destinée à recevoir les activités visées aux articles D.II.29, D.II.30 et D.II.31, à l'exclusion des industries qui présentent des risques d'accident majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement et des petits commerces. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. La mise en œuvre de tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé, d'un schéma d'orientation local approuvé par le Gouvernement. A défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au paragraphe 1er, alinéa 2, ainsi qu'en cas de refus du schéma d'orientation local soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le schéma d'orientation local. Les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique qu'elle soit ou non mise en œuvre » ;

Considérant que la zone concernée a été mise en œuvre vu le schéma directeur dit "de l'Aéropôle" la couvrant entièrement et adopté respectivement en dates du 03/06/1987 et du 17/11/1987 par les Conseils communaux des Villes de Fleurus et Charleroi ; que le projet est dès lors conforme à la zone précitée

Considérant cependant que le projet s'écarte de l'article 439 du Guide Régional d'Urbanisme, en ce que seuls les enseignes peuvent être établies au sol, pour autant que le niveau supérieur de l'enseigne n'excède pas 5,50 mètres ; que dans le cas présent elle présente une hauteur de 5.65 m ; qu'une annonce de projet a dû être réalisée conformément à l'article R.IV.40-2, §1 ; que cette annonce de projet n'a donné lieu à aucune réclamation ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre de reconnaissance économique ; que dès lors, selon l'article D.IV.22 6°, le fonctionnaire délégué est autorisé compétente ;

Considérant que le placement de ce dispositif publicitaire a pour but d'être vu par le plus grand nombre de personnes ; que cependant afin de se conformer au Guide Régional d'Urbanisme, il y a lieu de diminuer la hauteur du dispositif publicitaire de 15 cm, afin que son bord supérieur se situe à 5,50 mètres du niveau du sol ; que moyennant le respect de cette condition, le dispositif forme un ensemble cohérent avec les infrastructures déjà présentes sur le site de l'aéroport ; que le projet respecte le cadre bâti et non bâti ; que néanmoins l'article D.IV.80 § 1er 7° du CoDT stipule que les permis d'urbanisme pour le placement de dispositifs publicitaires sont à durée limitée ; que ce permis est donc délivré pour une durée de 10 ans ; que moyennant le respect de cette condition, et de celles la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport et de BELGOCONTROL le projet peut être autorisé ;

Pour les motifs précités,



**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : Le permis d'urbanisme sollicité par la S.A. B.S.C.A. (Brussels South Charleroi Airport) est **octroyé** **aux conditions suivantes** :

- Diminuer la hauteur du dispositif publicitaire de 15 cm, afin que son bord supérieur se situe à 5,50 mètres du niveau du sol ;
- Respecter les conditions de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport reprises ci-dessus ;
- Respecter les conditions de BELGOCONTROL reprises ci-dessus ;
- Le dispositif publicitaire est autorisé pour une durée limitée à 10 ans à dater de la présente décision ;
- Pour le surplus exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, à son architecte et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A Charleroi, le.....**4.6.AVR.2019**

**Le Fonctionnaire délégué,**



**Raphaël STOKIS**  
**Directeur**

Agent traitant : Julien BARATTUCCI, Attaché

Responsable de service : Héroïse PIROT, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

**EXTRAITS DU CODE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL****VOIES DE RECOURS**

Art. D.IV.63

§ 1er. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi **à l'adresse du directeur général de la DGO4** dans les trente jours :

- 1° soit de la réception de la décision du collège communal visée à l'article D.IV.46 et D.IV.62;
  - 2° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.47, § 1er ou § 2;
  - 3° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.48;
  - 4° soit, en l'absence d'envoi de la décision du fonctionnaire délégué dans les délais visés respectivement aux articles D.IV.48 ou D.IV.91, en application de l'article D.IV.48, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision.
- Le recours contient **un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement**, une copie des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 ou une copie de la demande de certificat d'urbanisme n°2 si elle ne contient pas de plan, et une copie de la décision dont recours si elle existe. (...).

Art. D.IV.64

Le collège communal, lorsqu'il n'est pas le demandeur, peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée aux articles D.IV.48 ou D.IV.91 prise en application de l'article D.IV.48 octroyant un permis ou un certificat d'urbanisme n°2. Le recours est envoyé simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.65

Le fonctionnaire délégué peut, dans les trente jours de sa réception, introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 :

- 1° lorsque la décision du collège communal est divergente de l'avis émis par la commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;
- 2° en l'absence de commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du Code, ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège soit :
  - a) vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;
  - b) cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;
  - c) cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;
  - d) deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;
  - e) trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants.

Le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 reproduit le présent article.  
Le recours est envoyé simultanément au collège communal et au demandeur. Une copie du recours est envoyée à l'auteur de projet.

**AFFICHAGE DU PERMIS**

Art. D.IV.70

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article D.VII.15 ou de mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, le jugement visé à l'article D.VII.15 ou le dossier relatif aux mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, se trouve en permanence à la disposition des agents désignés à l'article D.VII.3 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

**NOTIFICATION DU DEBUT DES TRAVAUX**

Art. D.IV.71

Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

**INDICATION DE L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES**

Art. D.IV.72

Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal. Le collège communal indique l'implantation sur place avant le jour prévu pour le commencement des actes et travaux.  
Il est dressé procès-verbal de l'indication.

**CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES CONDITIONS OU DES CHARGES D'URBANISME ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE****Art. D.IV.74**

Nul ne peut procéder à la division, selon le cas, d'un permis d'urbanisation ou d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, qui implique la réalisation d'une ou plusieurs conditions ou des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

**Art. D.IV.75**

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'auteur de projet de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

**PEREMPTION DU PERMIS****Art. D.IV.81**

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui autorise des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Par dérogation aux alinéas 1er et 2, lorsqu'en vertu de l'article D.IV.60, alinéa 3, le permis précise que certains lots peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les actes, travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution, le permis n'est pas périmé pour ceux de ces lots qui ont fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1er, alinéa 3.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1er, alinéa 3.

**Art. D.IV.82**

Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

**Art. D.IV.83**

Lorsque, en application de l'article D.IV.79, le permis d'urbanisation vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à la voirie, ce dernier se périmé en même temps que le permis d'urbanisation.

**Art. D.IV.84**

§ 1<sup>er</sup>. Le permis d'urbanisme est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi.

§ 2. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite quarante-cinq jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, lorsque le permis a été délivré par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.22, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsque la réalisation des travaux a été autorisée par phases, le permis d'urbanisme détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 2.

§ 4. À la demande motivée du demandeur de permis, l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis d'urbanisme peut, dans sa décision, adapter le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, sans que celui-ci ne puisse toutefois dépasser sept ans.

§ 5. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4, le permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25 est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les sept ans à compter du jour où le permis est envoyé conformément à l'article D.IV.50. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans.

**Art. D.IV.85**

La péremption des permis s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

**Art. D.IV.86**

Lorsque le permis est suspendu en application des articles D.IV.89 et D.IV.90, le délai de péremption du permis est concomitamment suspendu.



## Art. D.IV.87

Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'État ou qu'une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le bénéficiaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis ou la DGO4 pour les permis délivrés par le Gouvernement notifie au bénéficiaire le début et la fin de période de suspension du délai de péremption.

**SUSPENSION DU PERMIS**

## Art. D.IV.88

Lorsqu'un projet requiert pour sa réalisation une ou plusieurs autres autorisations visées à l'article D.IV.56 ou visées par une autre législation de police administrative, les actes et travaux autorisés par le permis ne peuvent être exécutés par son titulaire tant que ce dernier ne dispose pas desdites autorisations.

Le délai de péremption visé aux articles D.IV.81 et suivants est suspendu tant que la décision relative à l'autorisation n'est pas envoyée. Si l'autorisation est refusée, le permis devient caduc, de plein droit, le jour du refus en dernière instance de l'autorisation.

## Art. D.IV.89

Un permis peut être suspendu dans les cas suivants :

- 1° par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62;
- 2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du patrimoine.
- 3° lorsqu'une étude d'orientation, une étude de caractérisation, une étude combinée, un projet d'assainissement ou des actes et travaux d'assainissement doivent être accomplis en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

## Art. D.IV.90

Le permis délivré par le collège communal est suspendu tant que le demandeur n'est pas informé de sa notification au fonctionnaire délégué et durant le délai de trente jours octroyé au fonctionnaire délégué pour une éventuelle suspension en application de l'article D.IV.62.

Les recours visés aux articles D.IV.64 et D.IV.65 sont suspensifs, de même que les délais pour former recours.

**RETRAIT DE PERMIS**

## Art. D.IV.91

Sans préjudice des règles générales applicables au retrait des actes administratifs, un permis ne peut être retiré que dans les cas suivants:

- 1° suite à la suspension du permis par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62 ;
- 2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du Patrimoine
- 3° en cas de non respect des règles sur l'emploi des langues.

En cas de non respect des règles sur l'emploi des langues, le retrait est envoyé dans les soixante jours à dater du jour où la décision a été prise, ou, si un recours en annulation a été introduit, jusqu'à la clôture des débats. L'autorité compétente dispose d'un nouveau délai complet, identique au délai initial, à dater de l'envoi de la décision de retrait pour se prononcer et envoyer sa décision.

Lorsque le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement retire le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 en application des règles générales relatives au retrait des actes administratifs, il envoie la nouvelle décision dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de la décision de retrait.

**CESSION DU PERMIS**

## Art. D.IV.92

§1.. En cas de cession d'un permis dont les charges, les conditions ou les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, ne sont pas complètement réalisés, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. Si des garanties financières ont été fournies avant la cession et qu'elles n'ont pas été utilisées, elles sont soit maintenues, soit remplacées par des garanties financières équivalentes.

La notification fait état du sort réservé aux garanties financières fournies avant la cession et contient la confirmation écrite du cessionnaire qu'il a pris connaissance du permis, des conditions et charges éventuelles prescrites par l'autorité compétente ou des actes et travaux à réaliser nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge, de l'article D.IV.75 et du fait qu'il devient titulaire du permis.

L'autorité compétente accuse réception de la notification et en informe, selon le cas, le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

§2. À défaut, le cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire des charges et conditions prescrites ou des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge.

**RENONCIATION AU PERMIS**

## Art. D.IV.93

§1.. Le titulaire d'un permis non mis en œuvre peut y renoncer.

La renonciation est expresse et ne se présume pas du dépôt ultérieur d'une autre demande de permis.

§2. Lorsque le permis porte sur un bien appartenant à plusieurs propriétaires ou faisant l'objet de droits réels, la renonciation ne peut avoir lieu que de l'accord de tous les titulaires de droit réel.

§3. Le titulaire du permis envoie sa renonciation au collège communal et au fonctionnaire délégué.



Coordonnées de l'expéditeur :

.....  
.....  
.....

Le .....

Service Public de Wallonie - DGO4  
Direction extérieure de CHARLEROI  
Monsieur Raphaël STOKIS,  
Fonctionnaire délégué  
rue de l'Ecluse 22  
6000 CHARLEROI

Vos réf. : **F0414/52011/UFD/2017/65//2011915**  
Objet :

<b>AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX</b>
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s) .....  
domicilié(e)(s) à .....  
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

**Date de début des travaux :** .....

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de  
....., le .....

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....



Coordonnées de l'expéditeur :

.....  
.....  
.....

Le .....

Administration communale  
Au Collège Communal  
De et à

.....

Vos réf. :  
Objet :

<b>AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX</b>
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s) .....  
domicilié(e)(s) à .....  
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

**Date de début des travaux :** .....

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la  
Direction extérieure de Charleroi, le .....

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....



## MUPI SENIOR 8m²

### PRESENTATION :

Le Mupi Senior présenté ici propose un affichage fixe ou défilant sur une ou deux faces. Le caisson d'affichage est monté sur un pied décentré et est équipé d'une horloge.

Sa ligne et son éclairage par transparence permettent une mise en valeur idéale de ses deux faces d'affichage et font de ce mobilier un élément qui s'intègre de lui-même dans le paysage de la ville et permet une communication efficace.

### CONCEPTION :

Tout dans la conception et la fabrication de ce mobilier a été mis en œuvre pour concilier esthétique, pratique et sécurité.

Les matériaux utilisés sont traités et leur revêtement final réalisé avec le plus grand soin. De plus, les capacités de recyclage de tous ces matériaux ont été prises en compte au vu des normes environnementales en vigueur.

### DESCRIPTIF TECHNIQUE :

#### STRUCTURE :

Le pied décalé est composé d'un châssis métallique en acier traité avec embase pour la fixation au sol. Il dispose de plusieurs supports soudés pour la fixation des équipements et accessoires électriques.

#### CAISSON :

Dimensions hors tout :  
4850 x 3480 x 760 mm  
Surface visible affiche :  
3060 x 2230 mm  
Dimensions affiche :  
3140 x 2310 mm

Le caisson d'affichage est constitué de deux ouvrants, d'un cadre principal (cadre dormant), d'un système d'éclairage interne à 18 tubes fluorescents et d'un système d'affichage fixe ou défilant sur une ou deux faces.

#### ELECTRICITE - ECLAIRAGE :

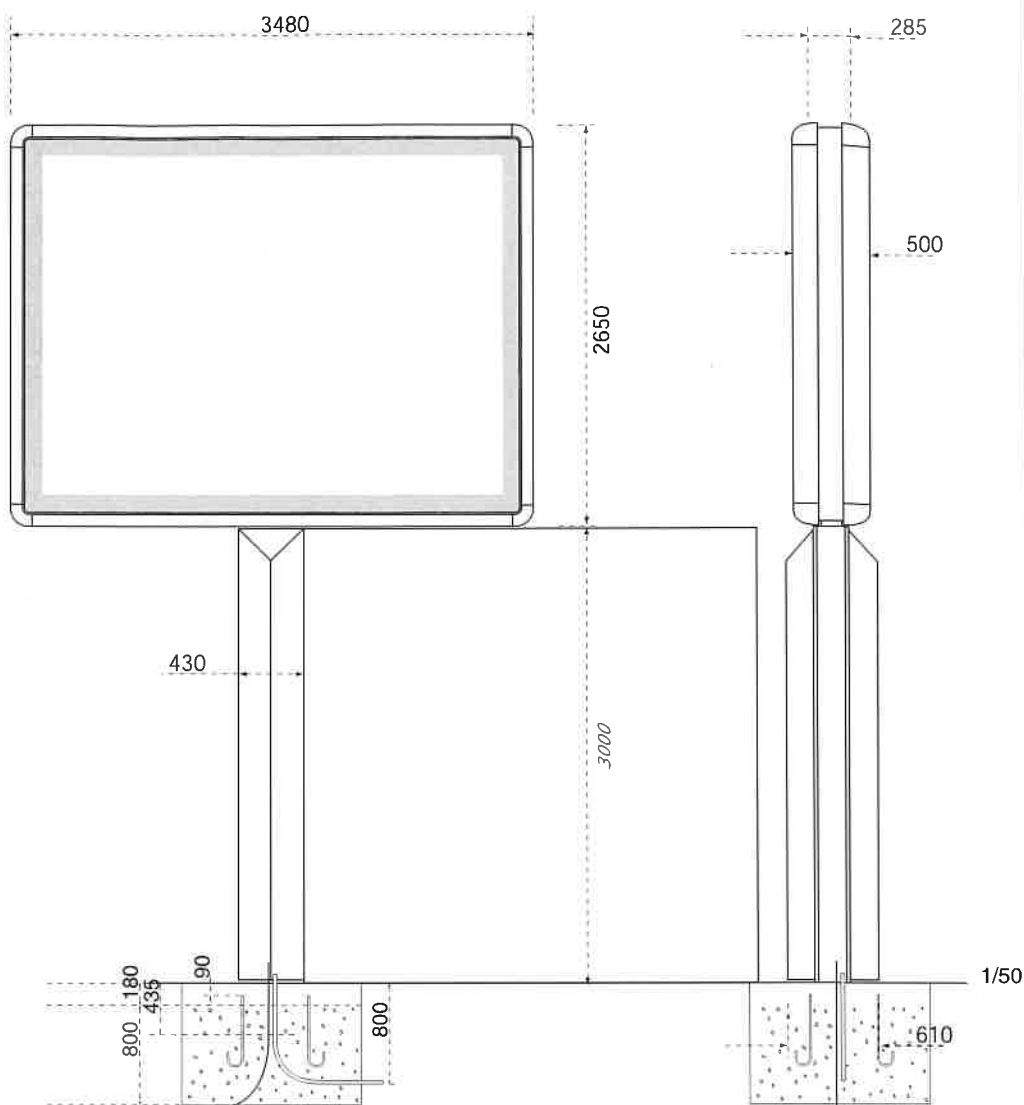
L'alimentation est réalisée en 220/240 V sur le réseau permanent, l'éclairage est commandé par une horloge astronomique.

Puissance maximale absorbée

Eclairage : 810 W

Motorisation : 900 W

Le caisson d'affichage est équipé de 18 tubes fluorescents et d'une



platine électrique avec ballasts et starters. La platine d'alimentation avec coupe circuit et interrupteur différentiel 25A-30mA est installé dans le mât.

#### PROTECTION - COULEUR :

Chaque élément reçoit un traitement de surface pour répondre à ses conditions d'utilisation.

Acier-fonte : grenaillage SA3, métallisation au zinc 80 microns, galvanisation au zinc pour les écoulements d'eau.

Aluminium : dégraissage, décapage, chromatisation, anodisation classe 15.

Revêtement peinture : poudre polyester cuite au four à 180° C épaisseur 100 microns ou peinture liquide époxydrique ou polyuréthane avec

durcisseur.

Stratifié polyester : matériau imputrescible, inaltérable. Couleur réalisée dans la masse.

#### SCELLEMENT :

Scellement par massifs béton réalisés sur place avec tiges d'ancrage, gaine électrique, grille de terre.

#### HORLOGE : (sur option)

L'horloge est installée au-dessus du caisson d'affichage, dans l'axe du pied. Elle est fixée par l'intermédiaire d'une flèche en métal qui se termine au-dessus d'elle.

ECHELLE : 1/50

**JCDecaux** Billboard

Dispositif publicitaire - 8m²

TYPE DE MOBILIER : MUPI SENIOR AVEC AFFICHE TOURNANTE

BELGOPOSTER S.A.  
Allée Verte, 50 - 1000 Bruxelles  
Tél : 02/274.11.11 - Fax : 02/274.11.12

